

01-05-2014

Kropotkine et la Grande Guerre

Les anarchistes, la CGT
et la social-démocratie
face à la guerre

René Berthier

Cercle d'études libertaires - Gaston Leval
cel-gl@orange.fr

« Ah! si la France était envahie par une armée de prolétaires Allemands, Anglais, Belges, Espagnols, Italiens, portant haut le drapeau du socialisme révolutionnaire et annonçant au monde l'émancipation finale du travail et du prolétariat, j'aurais été le premier à crier aux ouvriers de la France : « Ouvrez leur vos bras, ce sont vos frères, et unissez-vous à eux pour balayer les restes pourrissants du monde bourgeois ! Mais l'invasion qui déshonore la France aujourd'hui, ce n'est point une invasion démocratique et sociale, c'est une invasion aristocratique, monarchique et militaire. Les cinq cents ou six cents mille soldats allemands qui égorgent la France à cette heure sont les sujets obéissants, les esclaves d'un despote qui est tout entiché de son droit divin, et dirigés, commandés, poussés comme des automates, par des officiers et des généraux sortis de la noblesse la plus insolente du monde, ils sont – demandez le à vos frères les ouvriers de l'Allemagne – les ennemis les plus féroces du prolétariat. En les recevant pacifiquement, en restant indifférents et passifs devant cette invasion du despotisme, de l'aristocratie et du militarisme allemand sur le sol de la France, les ouvriers français ne trahiraient pas seulement leur propre dignité, leur propre liberté, leur propre prospérité, avec toutes leurs espérances d'un meilleur avenir, ils trahiraient encore la cause du prolétariat du monde entier, la cause sacrée du socialisme révolutionnaire. Car celui-ci leur commande, dans l'intérêt des travailleurs de tous les pays, de détruire ces bandes féroces du despotisme allemand, comme elles-mêmes ont détruit les bandes armées du despotisme français, d'exterminer jusqu'au dernier soldat du Roi de Prusse et de Bismarck, au point qu'aucun ne puisse quitter vivant ou armé le sol de la France.

« Les ouvriers, par cette attitude passive, veulent-ils se venger des bourgeois ? Ils se sont déjà vengés ainsi, une fois, en Décembre, et ils ont eux-mêmes payé cette vengeance par vingt ans d'esclavage et de misère. Ils ont puni l'affreux attentat des bourgeois de Juin, en devenant eux-mêmes les victimes de Napoléon III, qui les a livrés, pieds et mains liés, à l'exploitation des bourgeois. Cette leçon ne leur aurait-elle point paru suffisante, et veulent-ils, pour se venger encore une fois des bourgeois, devenir aujourd'hui, pour vingt ans de plus et davantage peut-être, les esclaves et les victimes du despote prussien, qui ne manquerait pas de les livrer à son tour à l'exploitation de cette même bourgeoisie ?

« Se venger toujours sur son propre dos et au profit de ceux-là mêmes dont on se propose de tirer vengeance ne me paraît pas très spirituel, et c'est pourquoi il m'est impossible de croire à

la véracité des rapports des correspondants allemands. Les ouvriers si intelligents de Paris peuvent-ils ignorer que la victoire définitive des Prussiens signifierait la misère et l'esclavage du prolétariat français beaucoup plus encore que l'humiliation et la ruine de la bourgeoisie de la France ? Pourvu qu'il y ait matière à exploitation, pourvu que la misère force le travailleur de vendre son travail à bas prix au bourgeois, la bourgeoisie se relève, et toutes ses pertes momentanées finissent toujours par retomber sur le prolétariat. Mais le prolétariat français, une fois enchaîné par les Prussiens, ne se relèvera pas de longtemps, à moins que les travailleurs de quelque pays voisin, plus énergiques et plus capables que lui, ne prennent l'initiative de la révolution sociale. »

Bakounine, Lettre à un Français, 27 août 1870

Avant-propos

Kropotkine, l'un des principaux théoriciens du mouvement libertaire, adopta en 1916 une position de soutien à l'Union sacrée et signa un manifeste auquel se joignirent quatorze autres militants anarchistes¹ et, ajoutons-nous, *seulement* quatorze. Ce ralliement de Kropotkine suscita un réel désarroi dans le mouvement libertaire, par tradition antimilitariste et opposé aux guerres. On s'est souvent interrogé sur les raisons de son choix. On a rarement essayé de comprendre pourquoi il a *attendu 1916* pour le faire.

Selon Kropotkine, il existe un conflit irréductible entre deux visions du socialisme : la française et l'allemande. Il en résulte que la victoire de l'Allemagne dans un conflit qui l'oppose à la France aboutira à l'hégémonie de sa vision du socialisme. En cela, Kropotkine se fait l'écho de débats déjà anciens : lors de la guerre précédente Bakounine lui-même avait pris parti pour la France parce qu'il considérait que la victoire prussienne aurait été une catastrophe pour la civilisation européenne. Marx de son côté écrivit à Engels le 20 juillet 1870 une lettre dans laquelle il se réjouit que la victoire allemande transférerait le centre de gravité du socialisme vers l'Allemagne, ce qui assurerait « la prépondérance, sur la scène mondiale, du prolétariat allemand sur le prolétariat français ». On voit que, dès le début, le Marx envisage la question en termes d'hégémonie de *sa* doctrine.

Kropotkine écrit d'ailleurs qu'après la défaite de la France en 1870, « les Allemands s'efforcèrent de modifier

¹ Il est convenu d'appeler ce document le « Manifeste des seize » mais en réalité, à la suite une mauvaise interprétation, on assimila un nom de lieu à celui d'une personne. Nous continuerons, selon l'usage, de désigner ce texte sous le nom de « Manifeste des Seize ».

la méthode et le but du mouvement socialiste tout entier ». La scission entre les deux courants du mouvement ouvrier « devint apparente aussitôt après la guerre franco-allemande ». Le conflit entre les marxistes et les bakouniniens, dit Kropotkine, ne fut donc pas une affaire personnelle mais « un conflit entre l'esprit latin et l'esprit allemand, qui, après avoir battu la France sur le champ de bataille, prétendait à la suprématie dans le domaine de la science, de la politique, de la philosophie et aussi du socialisme et représentait sa conception du socialisme comme "scientifique", tandis qu'il qualifiait toutes les autres conceptions d'"utopiques" »².

Il est douteux que « l'esprit latin » et « l'esprit allemand » ait grand-chose à voir dans ce débat : bien d'autres facteurs entrent en ligne de compte dans les orientations choisies par les différentes composantes du mouvement ouvrier international. Mais il est vrai, comme nous le verrons, que les rapports entre les mouvements socialistes français et allemands après la guerre franco-prussienne furent littéralement des rapports de subordination du premier au second, empreints d'une sorte de fascination morbide.

Au début de 1916, le commandement allemand engage une grande bataille à l'issue de laquelle il pense que l'armée française va s'effondrer. Il décide d'attaquer Verdun, que les Français vont défendre coûte que coûte, pour des raisons stratégiques – c'est la voie qui mène à Paris – et symboliques.

Les Allemands disposent d'un avantage en termes de transports ferroviaires pour approvisionner leur armée, et d'une supériorité en artillerie. Le général Falkenhayn décide de porter un coup fatal à l'armée française : « les forces de la France seront saignées à mort... que nous at-

² Kropotkine, *Autour d'une vie*, Stock, 22^e édition, 1921, p. 396-398.

teignons notre objectif ou non », dit-il. L'attaque allemande commence le 21 février avec trois corps d'armée après une violente préparation d'artillerie. Les deux divisions françaises qui défendent les seize kilomètres de la première ligne sont submergées. Philippe Pétain, qui commande la II^e armée française, organise la riposte. En 24 heures 6 000 camions amènent des renforts sur le front. L'attaque allemande est repoussée.

Le 6 mars, les Allemands lancent une nouvelle attaque, elle aussi repoussée. 700 000 hommes, Français et Allemands, tombent sur le champ de bataille, pour aucun gain territorial, ni d'un côté, ni de l'autre. Des deux côtés, les pertes sont énormes : 162 000 morts et 216 000 blessés du côté français ; 143 000 morts et 187 000 blessés du côté allemand.

Il est clair maintenant que la guerre durera longtemps. Ses effets sur la population civile sont difficilement supportables. En outre, les atrocités commises par les Allemands dans la partie de la France occupée et en Belgique³ ont traumatisé la population. Le commandement allemand sent qu'il faut débloquer la situation. *Un quart du territoire français* est occupé et aucun signe que la situation allait s'améliorer. Pour Kropotkine, il n'y avait

³ Le 4 août 1914 un million de soldats allemands occupent la Belgique. La réalité des « atrocités » commises par les troupes allemandes en Belgique et dans le Nord de la France a fait l'objet de controverses. Elles ont été qualifiées de « bourrage de crâne » par les autorités allemandes après la guerre (v. Annexes, document 4). On parla d'otages fusillés, d'enfants abattus, de femmes violées, de villages rasés. Deux historiens irlandais, John Horne et Alan Kramer, ont mené une enquête dans les archives de huit pays européens. Les résultats sont accablants : pour la seule période d'août à octobre 1914, près de 6 500 civils belges et français ont été intentionnellement assassinés, des centaines de villages (voire de villes) ravagés par l'armée allemande. Les soldats allemands auraient donc bien commis des crimes systématiques et de grande ampleur. Ces atrocités, dont Kropotkine avait connaissance, ont contribué à donner au conflit mondial le sens d'une « croisade » contre la « barbarie ». (*1914. Les atrocités allemandes*, Alan Kramer, John Horne, Tallandier.

aucun doute que le gouvernement allemand entendait tout simplement annexer la Belgique et le Nord de la France, ce que les dirigeants socialistes allemands reconnaîtront d'ailleurs eux-mêmes.

C'est dans ce contexte que quelques anarchistes signent, en mars 1916, le « Manifeste des Seize » soutenant la participation à la guerre. La date n'est pas fortuite. Ce n'est pas non plus un hasard si les quinze signataires faisaient partie des plus anciens du mouvement : mieux que les jeunes ils connaissaient l'histoire et avaient en mémoire les faits de la précédente guerre, celle de 1870. Plus que les jeunes militants, ils se méfiaient des dirigeants de la social-démocratie allemande. C'est ce qu'exprime Kropotkine en 1905 : « C'est parce que j'ai vécu la réaction sociale et intellectuelle des dernières trente années que je pense que les antimilitaristes de toute nation devraient défendre *chaque* pays envahi par un État militaire et trop faible pour se défendre lui-même ⁴. »

Les signataires eux-mêmes avaient conscience de ne pas faire partie de la même génération. Dans une lettre aux *Temps nouveaux*, publiée après la guerre, Malato revendique son soutien au « Manifeste des Seize », s'en prend aux « jeunes » du mouvement libertaire et rappelle les enjeux : il refuse de stigmatiser comme « massacreurs » ceux qui ont « organisé la défense des sociétés plus ou moins démocratiques (bourgeoises, c'est entendu), contre le moyen âge, le militarisme allemand et la papauté ». A ce titre, il s'oppose à ceux du *Libertaire* : « Ceux-là ne sont pas de notre génération, ils ne nous comprennent pas, l'étiquette peut être la même, mais ils pensent et sentent contrairement à nous ⁵. » Malato ajoute :

⁴ Kropotkine, « Les Anarchistes et la guerre », *Les Temps Nouveaux*, 5 novembre 1905.

⁵ *Temps nouveaux* n° 9, 15 mars 1920.

« C'est vous dire que si je suis prêt à endosser toutes responsabilités de signature avec vous et nos vieux amis (Grave, avec lequel je me suis tant disputé, et me disputerai peut-être encore, Tcherkesoff, Bertrand, Paul et Jacques Reclus, Cornelissen et les autres camarades des *Temps nouveaux*), je n'entends en rien faire le jeu des néoanarchistes qui sont beaucoup plus près d'un Mauricius ⁶ que de Kropotkine. On a laissé le terrain aux fripouilles en se refusant à les exécuter, et dans les moments psychologiques on s'aperçoit que ce sont ces gens-là qui ont pris la direction du mouvement et que nous ne comptons plus. »

Ces propos rendent bien compte du fossé qui s'était creusé entre les signataires du « Manifeste » et le reste du mouvement, que Malato appelle les « néoanarchistes ».

Le « Manifeste des Seize » n'était pas conçu comme une incitation à participer à la guerre, si on en croit Jean Grave. Rapportant dans *Le Mouvement libertaire sous la III^e République* une conversation qu'il avait eue avec Kropotkine, il lui aurait déclaré : « Je lui fis observer que si, de ce que nous dirions, il ressortait implicitement [*Je souligne*] qu'il fallait prendre part à la lutte, cela, nous ne pouvions l'empêcher. Mais ce qu'il s'agissait d'affirmer, c'était le danger d'une tentative d'hégémonie allemande, le danger pour l'évolution humaine du triomphe du militarisme allemand, et rien de plus. » Grave, et on peut supposer Kropotkine avec lui, ne se faisaient pas d'illusion sur la portée pratique du « Manifeste des Seize » : puisqu'on n'avait pas pu « remuer le petit doigt pour empê-

⁶ Maurice Vandamme (1886-1974), plus connu sous le pseudonyme de Mauricius. Dès le début, en 1905, il fait partie des principaux collaborateurs de *L'Anarchie*, organe des anarchistes individualistes fondé par Libertad. Après sa mort en 1908, Mauricius assure avec Lorulot la direction du journal ; en 1910, il abandonne ses fonctions qu'il reprend en juin 1913. Au congrès anarchiste de Paris qui se tient en août 1913, voulant exposer le point de vue des individualistes, il est pris à partie par Jean Grave et Pierre Martin et expulsé du congrès. En avril 1916, il fonde avec Sébastien Faure le journal pacifiste *Ce qu'il faut dire*, dont il est le gérant sous son vrai nom.

cher la conflagration, il fallait être absolument dénué de jugeote pour s'imaginer que, déchaînée, on allait pouvoir l'arrêter »⁷.

Alors même que le « Manifeste des Seize » reflète des positions extrêmement minoritaires, il allait diviser profondément le mouvement libertaire français. La qualité même de ses signataires, et en particulier Kropotkine, y fut pour quelque chose.

L'année 1916 marque un tournant en Allemagne même. L'appareil militaire, au contraire de ce qui se passait en France, était en train de s'autonomiser par rapport au pouvoir civil. En France, la tendance à la domination du militaire sur le civil est bien apparue au début de la guerre, mais le pouvoir politique a réussi à reprendre le contrôle, grâce à la prégnance de la tradition républicaine et parlementaire. La célèbre phrase attribuée à Clemenceau, « la guerre est une affaire trop sérieuse pour être confiée à des militaires », prend ici tout son sens. Il n'y avait pas de Clemenceau en Allemagne.

De Gaulle, prisonnier de guerre en 1917, déclara que l'Allemagne avait perdu la guerre parce que les généraux n'obéissaient plus au pouvoir civil. Les généraux Hindenburg et Ludendorff exercèrent, à partir d'août 1916, une quasi-dictature et concentrèrent entre leurs mains des responsabilités politiques que les généraux français n'ont jamais assumées. Une bureaucratie militaire s'instaura qui accaparait l'essentiel des décisions politiques. Cela conduisit l'état-major allemand à des comportements autistes : à la fin de la guerre, Ludendorff donnait des ordres à des divisions qui n'existaient plus.

À l'automne de 1918, la société allemande et l'armée étaient exsangues et n'avaient plus de réserves pour continuer la guerre ; à ce moment-là, les soldats français ne re-

⁷ Cité dans Philippe Riviale, *Des socialistes révolutionnaires contre le parti : 1900 : Écrits sous la cendre*, L'Harmattan, p. 224.

présentaient plus que 40 % du total des troupes, tandis que les Alliés recevaient à partir de juin 1918 l'apport de 450 000 Américains et celui de l'énorme quantité de matériel militaire acheté à crédit aux États-Unis, et que la France continua de rembourser jusque dans les années 80⁸. L'armée allemande de son côté se délitait, se dissolvait littéralement dans la nature après les offensives de printemps. Quoi que ce fut l'état-major qui demanda l'armistice, celui-ci réussit le tour de force de faire porter au pouvoir civil et parlementaire la responsabilité de la défaite. La droite allemande parvint ainsi à construire le mythe d'une armée en réalité victorieuse mais qui a été poignardée dans le dos à l'arrière.

Si l'Allemagne avait gagné la guerre, il ne fait pas de doute qu'une dictature militaire terrible aurait régné sur le pays et sur toute l'Europe. Kropotkine, plus que tout autre, en avait conscience. Au sein du mouvement libertaire, le débat était de savoir :

- S'il fallait refuser de prendre position, garder un point de vue de principe internationaliste et, dans l'éventualité d'une victoire allemande, reprendre la lutte révolutionnaire ;

- Si la victoire allemande, instaurant une dictature militaire sur toute l'Europe, allait bloquer pour un temps indéfini toute possibilité de lutte révolutionnaire.

Le nœud du problème était l'attitude du prolétariat allemand en cas de victoire du Reich. Kropotkine était extrêmement sceptique sur les positions que pourrait prendre la direction du parti social-démocrate allemand.

⁸ Les relations entre la France et les États-Unis se détériorent rapidement dans les années 1920, les États-Unis réclamant le remboursement des emprunts de guerre tandis que la France voulait soumettre ce remboursement au paiement des réparations par l'Allemagne.

I. – Les Prémices

1) Débats sur la guerre au sein de la Première internationale

Les débats au sein de la Première internationale avaient permis de dégager les principes généraux d'action si une guerre devait éclater : les prolétaires n'étaient pas concernés par les enjeux des conflits entre États et entre capitalismes rivaux : ils déclencheraient une grève générale pour paralyser toute possibilité de poursuivre le conflit.

Une résolution du congrès de Lausanne, en 1867, affirme que « la guerre pèse principalement sur la classe ouvrière, en ce qu'elle ne la prive pas seulement des moyens d'existence, mais qu'elle l'astreint à verser le sang du travailleur ». Pour supprimer la guerre, dit la résolution, « il ne suffit pas de licencier les armées », il faut encore « modifier l'organisation sociale dans le sens d'une répartition toujours plus équitable de la production ». Cependant, la résolution ne propose pas de moyen particulier pour empêcher les guerres.

Le congrès suivant, à Bruxelles en 1868, aborde les moyens. Les peuples peuvent « diminuer dès maintenant le nombre des guerres en s'opposant à ceux qui les font ou les déclarent » : dans la mesure où ce sont surtout les classes ouvrières qui sont soumises au service militaire, elles ont le moyen d'arrêter la guerre : en effet, « le corps social ne saurait vivre si la production est arrêtée pendant un certains temps ». Il suffit donc aux producteurs « de cesser de produire pour rendre impossibles les entreprises des gouvernements personnels et despotiques ».

Le congrès de Bruxelles de l'Association internationale des travailleurs invite donc toutes les sections de l'organisation

« ...à agir avec la plus grande activité pour empêcher une guerre de peuple à peuple, qui aujourd'hui ne pourrait être considérée que comme une guerre civile, parce que, faite entre producteurs, elle ne serait qu'une lutte entre frères et citoyens ».

« Le Congrès recommande surtout aux travailleurs de cesser tout travail dans le cas où une guerre viendrait à éclater dans leurs pays respectifs. »

Malgré ces dispositions, il faut noter que Marx ne s'est jamais dispensé de prendre position pour l'un ou l'autre belligérant dans les guerres qui ont éclaté de son vivant. Alors même qu'une résolution contre la guerre avait été votée en 1868 à Bruxelles, Marx prend résolument position pour l'Allemagne, au début de la guerre franco-prussienne. Il accorde aux ouvriers allemands le droit de défendre leur pays, car il considère que la guerre est pour eux « défensive ». Pour justifier cette position, il a recours à tout l'appareil conceptuel du « matérialisme historique ». Lorsque, après la défaite française et l'éclatement de la Commune – c'est-à-dire lorsqu'il ne peut décidément plus s'en tenir à la guerre défensive pour les Allemands, il accorde cette fois aux ouvriers français le droit de défendre leur pays.

En 1870, Marx avait expliqué que la victoire allemande signifiait la victoire du socialisme allemand sur le socialisme français :

« La prépondérance allemande transférera en outre, le centre de gravité du mouvement ouvrier de l'Europe occidentale, de France en Allemagne ; et il suffit de comparer le mouvement dans les deux pays, depuis 1866⁹ jusqu'à présent, pour voir que la classe ouvrière allemande est supérieure à la française tant au point de vue théorique qu'à celui

⁹ La Prusse vainquit l'Autriche en 1866 lors de la bataille de Sadowa. Dès lors, l'empire des Habsbourg se trouva exclu de toute intervention dans l'Allemagne du Nord.

de l'organisation. La prépondérance, sur la scène mondiale, du prolétariat allemand sur le prolétariat français serait en même temps la prépondérance de *notre* théorie sur celle de Proudhon¹⁰. »

Le 4 septembre 1870, l'Empire français s'écroule sous les coups de l'armée prussienne. Aussitôt la section française de l'AIT lance un appel internationaliste demandant aux travailleurs allemands d'abandonner l'invasion et proposent une alliance fraternelle qui poserait les fondements des États-Unis d'Europe¹¹. Les socialistes du Jura bernois publient dans leur journal, la *Solidarité*, un appel à tous les membres de l'Internationale pour qu'ils se préparent à une intervention armée en faveur de la République française « qui représentait la liberté en Europe » et dont la cause était celle de tous les peuples libres « contre l'ennemi commun de tous les socialistes européens, l'Allemagne ». Celle-ci personnifiait à leurs yeux le despotisme et la réaction. L'inspiration bakouninienne de cette déclaration est évidente. *La Solidarité* fut suspendue par le Conseil d'État suisse. Bakounine à l'évidence épousait totalement la cause de la France, qu'il identifiait à la cause de la liberté et de l'humanité. Kropotkine fera la même analyse, mais dans un contexte différent.

Aux Internationaux de Lyon, Bakounine écrivit alors :

« Le mouvement patriotique de 1792 n'est rien en comparaison de celui que vous devez faire maintenant, si vous voulez sauver la France d'un esclavage de 50 ans, de la mi-

¹⁰ Lettre de Marx à Engels du 20 juillet 1870.

¹¹ « Frères d'Allemagne, Au nom de la paix, n'écoutez pas les voix stipendiées ou serviles qui chercheraient à vous tromper sur le véritable esprit de la France.

« Restez sourds à des provocations insensées, car la guerre entre nous serait une guerre fratricide. Restez calmes, comme peut le faire, sans compromettre sa dignité, un grand peuple fort et courageux.

« Nos divisions n'amèneraient, des deux côtés du Rhin, que le triomphe complet du despotisme. » (Publié dans le *Réveil* du 12 juillet 1870.)

sère, de la ruine, de l'avilissement et de l'anéantissement,.
Donc, levez-vous tous, amis, au chant de la Marseillaise qui redevient aujourd'hui le chant légitime de la France, tout palpitant d'actualité, le chant de la liberté, le chant du peuple, le chant de l'humanité, car la cause de la France est redevenue enfin celle de l'humanité. En faisant du patriotisme, nous sauverons la liberté universelle ¹²... »

Selon Bakounine, les ouvriers français ne doivent pas rester passifs face à l'invasion allemande, faute de quoi « ils trahiraient encore la cause du prolétariat du monde entier, la cause sacrée du socialisme révolutionnaire ». Il est donc évident que la classe ouvrière doit *prendre parti* dans ce conflit, faute d'avoir pu l'empêcher. Bakounine prend en quelque sorte le contre-pied de l'attitude que Marx adopta tout d'abord : quoi que le conflit opposât deux États capitalistes, la défaite de la France conduira à l'écrasement d'une des deux formes de socialisme qui se confrontaient alors sur la scène européenne. Les ouvriers français *ne pouvaient pas ne pas prendre position*. La différence entre Bakounine et Marx réside tout de même dans le fait que Bakounine appellera à transformer la guerre entre États en une guerre révolutionnaire – ce que Marx ne fit jamais.

La social-démocratie allemande répond favorablement à l'appel des Français, et ses dirigeants sont immédiatement arrêtés. Parmi eux se trouvent Wilhelm Liebknecht et August Bebel qui, déjà en juillet, s'étaient abstenus lors du vote des crédits de guerre, en déclarant qu'on ne saurait choisir entre Bismarck et Napoléon III. Malgré ses divergences avec la social-démocratie allemande, Bakounine n'hésita pas à « rendre justice aux chefs du parti de la démocratie socialiste » et à tous ceux qui eurent le courage de « parler un langage humain au milieu de toute cette animalité bourgeoise rugissante » ¹³. L'appel lancé

¹² Lettre à Albert Richard, 23 août 1870.

¹³ *L'Empire knouto-germanique*, Œuvres, Champ libre, VIII, 58.

par les ouvriers français est qualifié par Marx de « ridicule ». Il a, dit-t-il, « provoqué parmi les ouvriers anglais la risée et la colère »¹⁴. Marx fait à ce moment-là grand cas des ouvriers anglais, et surtout des dirigeants ouvriers avec qui il entretient des rapports équivoques : il avait besoin d'eux pour conserver le contrôle sur le Conseil général de l'Internationale. Cet appel était jugé par Marx trop radical pour être accepté par les dirigeants syndicaux anglais. De fait, ces derniers traitèrent plus tard les communards de « bandits »...

Le 7 septembre, Engels écrit que les ouvriers français « prétendent à présent, parce que les victoires allemandes leur ont fait cadeau d'une république, que les Allemands doivent immédiatement quitter le sol sacré de la France sans quoi : guerre à outrance ! C'est tout à fait la vieille infatuation. (...) J'espère que ces gens reviendront au bon sens une fois la dernière griserie passée, sans quoi il deviendrait diablement difficile de continuer avec eux des relations internationales. » Engels n'a pas tort de dire que les victoires prussiennes ont fait cadeau d'une république à la France, mais il s'agit de la république qui, de Versailles, organisera l'écrasement de la Commune de Paris. Inquiet de voir le prolétariat parisien et le petit peuple s'agiter, Engels écrit le 12 septembre :

« Si on pouvait avoir quelque influence à Paris, il faudrait empêcher les ouvriers de bouger jusqu'à la paix, et Bismarck sera prochainement en situation de la faire, soit par la prise de Paris, soit que la situation européenne l'oblige à mettre fin à la guerre. »

Engels et Marx, comme l'ensemble de la classe politique française, savaient que la résistance à l'envahisseur signifiait l'armement du prolétariat. Laura, la fille de Marx, écrit à des amis de la famille : « dans la France entière, il semble que les classes dominantes soient beau-

¹⁴Lettre à Engels, 10 septembre 1870.

coup plus soucieuses d'exterminer les "Rouges" que les Prussiens » (...) Gambetta (...) a fait tout ce qu'il a pu pour empêcher l'armement du prolétariat ¹⁵. »

Marx pense alors que la victoire militaire allemande conditionne la victoire politique de leurs théories en Europe. Ainsi s'expliquent les craintes de Marx devant les « souvenirs de 1792 ». Le peuple français s'était alors levé en masse contre les armées d'Europe coalisées contre le pays. Cette levée en masse avait cimenté l'unité nationale. Ce souvenir était encore vivace dans les esprits, puisque l'Appel de la section française de l'AIT, qualifié par Marx de « ridicule », citait la phrase de la Constitution de l'An I : « Le peuple français ne fait pas la paix avec un pays qui occupe son territoire ». C'est tout à fait dans cet esprit que Kropotkine prendra position en 1916.

Le comité du parti socialiste de Brunswick publia le 5 septembre 1870 un manifeste dans lequel il est dit :

« Les événements se développeront sur une échelle plus grande et se simplifieront. Si, après cela, la classe ouvrière ne remplit pas le rôle qui lui incombe, tant pis pour elle. Cette guerre a déplacé le centre de gravité du mouvement ouvrier ; elle l'a transféré de France en Allemagne. C'est pourquoi une plus grande responsabilité pèse désormais sur la classe ouvrière allemande ¹⁶. »

Le manifeste de Brunswick fut tiré à 10 000 exemplaires et ses auteurs, qui réclamaient la paix et s'opposaient à l'annexion de l'Alsace-Lorraine, furent arrêtés.

Les débats qui eurent lieu lors de la guerre de 1870 posèrent, comme en 1914, la question de savoir s'il s'agissait, d'un côté comme de l'autre, d'une guerre défensive. Marx, tout d'abord, pense que c'est le cas. Le 17 août 1870, il écrit à Engels que « la guerre est devenue nationale » – pour les Allemands. Au même moment, les

¹⁵ Lettres à Kugelmann, éditions sociales, p. 173.

¹⁶ Marx-Engels, *Écrits militaires*, L'Herne, p. 522.

chefs du mouvement ouvrier réel de l'Allemagne prennent des positions qui tranchent avec celles des théoriciens de Londres. On a vu que Bebel et Liebknecht votèrent contre la politique de Bismarck, s'abstinrent sur les crédits de guerre. Kugelmann de son côté est accusé de ne « rien entendre à la dialectique »¹⁷ parce qu'il avait affirmé que la guerre du côté allemand était devenue offensive ; or, l'argument du caractère défensif de la guerre fournissait à Marx et à Engels l'occasion de la justifier. Pourtant, la théorie de la guerre de défense ne pouvait être soutenue indéfiniment. L'opinion révolutionnaire unanime et la résistance des masses parisiennes forcèrent Marx et Engels à modifier leur point de vue

Blanqui et Bakounine avaient tous deux appelé dès le début à la guerre révolutionnaire, dénoncé les hésitations du gouvernement, prédit que l'hégémonie prussienne signifierait le triomphe de la réaction en Europe. Ce n'est que lorsque Blanqui déclara que tout était perdu que Marx reprit à son compte l'argument de la guerre révolutionnaire, cinq mois plus tard. Dès lors, le rôle involontairement progressif de Bismarck diminue, en même temps que s'élève la gloire des ouvriers parisiens vilipendés six mois plus tôt. *La Guerre civile en France* est l'expression de ce changement d'optique. Désormais, dit Marx, la guerre nationale est une « pure mystification des gouvernements destinée à retarder la lutte des classes ». Ainsi la lutte des classes reprend sa place comme moteur de l'histoire ; on ne demande plus aux ouvriers français de « remplir leur devoir civique » – c'est-à-dire de voter – ni de s'abstenir de renverser le gouvernement.

Dès septembre 1870, Bakounine avait dénoncé le défaitisme réactionnaire de la bourgeoisie française qui vou-

¹⁷ L'accusation de ne rien entendre à la dialectique constitue la réfutation ultime du marxisme face à un argument irréfutable. Lénine l'emploiera également, notamment contre Boukharine, qu'il désigne comme le meilleur théoricien du parti, mais qui n'a pas compris la dialectique, ce qui laisse rêveur sur le niveau théorique des dirigeants bolcheviks...

lait la paix à tout prix, fût-ce au prix de l'asservissement du pays. La révolution sociale, disait-il, était un danger bien plus important pour la bourgeoisie que l'occupation prussienne. Blanqui de son côté déclarait : « Le capital préfère le roi de Prusse à la République. Avec lui, il aura sinon le pouvoir politique, du moins le pouvoir social ¹⁸. » Bakounine comme Blanqui pensaient que la bourgeoisie française avait confié à l'armée allemande le soin de défendre l'ordre social et condamnaient violemment le gouvernement Trochu au moment même où Marx préconisait aux ouvriers français de « remplir leur devoir de citoyens », c'est-à-dire de se soumettre à ce gouvernement. Ce n'est que devant la collusion manifeste entre Bismarck et Thiers que Marx changera de point de vue. Celui qu'il prenait pour l'adversaire du bonapartisme – Thiers – est maintenant accusé d'avoir précipité la guerre avec la France par ses déclarations contre l'unité allemande et d'avoir accepté la paix à tout prix en implorant « la permission et les moyens de susciter la guerre civile dans son propre pays écrasé » ¹⁹.

Les *Lettres à un Français*, écrites par Bakounine pendant la guerre de 1870, contiennent des analyses extrêmement pertinentes sur les contradictions qui parcourent la société française pendant les mois qui précèdent la Commune de Paris, et concluent sur la prévision que la guerre franco-prussienne se terminera par la guerre civile en France. Bakounine avait espéré que les hostilités déclencheraient un processus révolutionnaire qui s'étendrait des villes aux campagnes. Il préconisait alors une action dirigée à la fois contre le gouvernement et les Prussiens, la transformation de la guerre patriotique en guerre révolutionnaire. Il fait une remarquable analyse des rapports entre les diverses fractions de la bourgeoisie et développe

¹⁸ Maurice Dommanget, *Blanqui et la guerre de 1870*.

¹⁹ *La guerre civile en France*, Éditions sociales, pp. 182-183.

quelques mois à l'avance, de façon prophétique, ce que seront les communes de Paris et de province.

Bakounine prédit même la composition du futur gouvernement provisoire où Gambetta voisinerait avec Trochu. Extrêmement bien informé, il prévoit aussi que Bazaine sera réduit à entreprendre un mouvement désespéré ou à « se rendre honteusement aux Prussiens ». Ces derniers, dit-il encore, marcheront sur Paris et, « si le peuple français ne se soulève tout entier », l'armée prussienne prendra la capitale. Au contraire de Marx, qui se trouvait à Londres, le révolutionnaire russe était à l'époque en France et il participa à l'insurrection de Lyon.

2) Basculement du rapport des forces en Europe

Depuis la victoire prussienne contre l'Autriche à Sadowa, en 1866, la Prusse a pris l'initiative politique en Europe du Nord. L'Autriche, par ailleurs exclue de l'union douanière – le Zollverein – est définitivement liquidée comme État capable d'initiative politique. Après la constitution de l'empire allemand, dit Bakounine, « le patriotisme pangermanique, qui a gagné toute la société allemande »²⁰, menace l'Autriche allemande, Trieste, la Bohême, la Suisse allemande, une partie de la Belgique, la Hollande et le Danemark, ce qui dressera contre le Reich l'Europe de l'ouest et du sud. Il s'est opéré une profonde mutation dans les rapports entre l'Allemagne et la Russie. Cette dernière a pris acte que l'unification allemande ; l'impressionnante expansion du capitalisme allemand a constitué un bloc qui brise toute capacité d'intervention directe de la Russie dans l'Europe du nord-ouest ; aussi s'est-elle concentrée vers le Sud-Est, c'est-à-dire l'Asie centrale.

Le renforcement de l'Allemagne conduit inévitablement la France à conclure une alliance avec la Russie.

²⁰ Bakounine, *Étatisme et anarchie*, 1874.

Cette alliance, imposée par les nécessités proprement étatiques de contenir l'expansionnisme allemand en Europe, sera plus tard féroce­ment combattue par les socialistes français, soutenus en cela par leurs camarades de la social-démocratie allemande. L'un des effets « collatéraux » de cette alliance sera de développer dans la population allemande le sentiment profond que leur pays est victime d'un encerclement (*Einkreisung*) – ce qui était d'ailleurs le cas, mais cet encerclement avait pour fonction de contenir l'expansionnisme allemand. Pour les Allemands, les autres puissances européennes étaient jalouses de l'essor économique de leur pays et cherchaient à le détruire. Ce sentiment ne se limitait pas à la droite mais était *largement répandu à gauche*. La crise marocaine de 1911-1912 donna à la tendance impérialiste déjà présente dans social-démocratie allemande l'occasion de se manifester pleinement. C'est ce sentiment d'encerclement qui explique sans doute la conviction profondément ancrée chez les Allemands de mener une guerre défensive. La population allemande avait été largement conditionnée à l'idée que la guerre qui allait éclater était une guerre contre la Russie, sentiment partagé par les social-démocrates.

Mais alors qu'en 1848 Marx et Engels avaient souhaité une guerre de l'Allemagne contre la Russie pour contraindre la monarchie prussienne à faire des concessions libérales, maintenant cette perspective terrorise Engels, le survivant du couple : ce dernier frise la panique et il a une réaction étonnante de repli.

« Les gens doivent comprendre qu'une guerre faite contre l'Allemagne et avec la Russie comme alliée est avant tout également une guerre contre le parti socialiste le plus fort et le plus combatif d'Europe et qu'il ne nous reste plus qu'à engager toutes nos forces contre tout agresseur qui aide la Russie ²¹. »

²¹ Lettre à Bebel, 29 septembre 1891.

Si l'Allemagne est battue, ajoute Engels, le mouvement socialiste en Europe est fichu pour vingt ans. Par mouvement socialiste en Europe, Engels entend évidemment le mouvement socialiste *allemand*. Ainsi, le cadre dans lequel se déclenchera la Première Guerre mondiale est tracé, comme sont pressenties les réactions de la social-démocrate allemande face à cette guerre. Le caractère implicitement pangermaniste de l'analyse d'Engels vient de ce qu'il solidarise la survie du mouvement socialiste allemand avec celle de l'État allemand. L'idée d'un soulèvement du prolétariat organisé par « le parti socialiste le plus fort et le plus combatif d'Europe » contre la guerre ne l'effleure même pas.

Deux semaines plus tard, Engels écrit une nouvelle lettre à Bebel : si le danger d'une guerre se précise, dit-il, alors nous pouvons dire au gouvernement « que nous serions disposés à le soutenir à condition qu'il adopte à notre égard une attitude qui rende la chose possible ²² ». Il s'agit très clairement d'une volonté de négocier avec le pouvoir des dispositions en faveur de la social-démocratie qui rendraient possible le soutien de celle-ci à une guerre. On est loin de l'internationalisme prolétarien... Ces propos, tenus vingt ans après la Commune de Paris, anticipent sur l'attitude de la social-démocratie lors de la guerre de 1914-1918. Si l'Allemagne est attaquée, tous les moyens de défense sont bons : « Il s'agit de l'existence nationale et aussi de conserver intactes notre position et nos perspectives d'avenir, que nous devons à nos luttes » (*Ibid.*). (*Je souligne.*) Protection de l'existence nationale, préservation des acquis et participation à un gouvernement de défense nationale : les ingrédients de la guerre qui ravagera bientôt l'Europe sont là. Les pires craintes de Bakounine concernant les « patriotes allemands de l'Internationale » se sont vérifiées.

²² Lettre à Bebel, 13 octobre 1891.

3) Allemagne : Une gauche expansionniste ?

En 1848, Marx et Engels furent très soucieux de ne pas satisfaire les revendications d'indépendance des Slaves de Bohême parce que cela aurait constitué une brèche dans l'intégrité territoriale de l'Allemagne. Dans l'hypothèse où une Pologne indépendante se constituerait, il ne sera pas question de lui restituer les territoires occupés par la Prusse. Plus tard, Marx et Engels prirent le parti de la Prusse dans l'affaire du Schleswig-Holstein. Alors que Bismarck ne voyait aucun inconvénient au contrôle russe des Détroits et de l'embouchure du Danube, dans la mesure où cela ne constituait aucune menace à ses propres préoccupations, qui se limitaient à assurer la suprématie de la Prusse en Allemagne du Nord, au-dessus du Main, c'est-à-dire dans l'Allemagne protestante, les social-démocrates allemands considéraient que le contrôle russe des détroits serait à terme une menace pour l'extension des intérêts allemands dans les pays du Danube.

Bakounine écrivait à ce sujet en 1873 dans *Étatisme et anarchie* :

« Tout le mouvement progressiste de l'Allemagne, tendant à former un nouveau et puissant État, se trouva concentré dans l'électorat de Brandebourg. Et en effet, par leurs efforts incessants pour s'emparer des côtes de la Baltique, les électeurs du Brandebourg rendirent un éminent service à l'Allemagne ; ils créèrent, on peut dire, les conditions de sa grandeur actuelle, tout d'abord en conquérant Koenigsberg et, ensuite, lors du premier partage de la Pologne, en mettant la main sur Dantzig. Mais tout cela n'était pas encore assez ; il fallait s'emparer de Kiel et, en général, de la totalité du Schleswig et de l'Holstein ²³. »

Poursuivant son raisonnement, Bakounine déclare que les Allemands considèrent que « le Danube tout entier est

²³ Bakounine, *Étatisme et anarchie*, Œuvres, Champ libre, p. 276.

un fleuve allemand », en quoi il anticipe de dix ans une déclaration qu'Engels fera dans une lettre à Kautsky.

Après Sadowa (1866), Bismarck ne semble pas avoir d'objectif précis en matière de politique étrangère. Il se satisfait de laisser les États allemands du Sud dans leur « existence internationale indépendante ». Il répète alors que « nous en avons fait assez pour notre génération » et ne se soucie pas d'annexer des États allemands dominés par des catholiques qui pourraient, le suffrage universel aidant, s'opposer à sa politique. Les problèmes européens paraissent se concentrer ailleurs, notamment au Proche-Orient, dont la Prusse se désintéresse. C'est que, entre 1848 et 1867, la Prusse s'est déplacée vers l'Ouest : en 1848 elle était une monarchie autocratique encore dépendante de la pression russe ; en 1867, après l'instauration du suffrage universel, elle est le leader d'une confédération qui a une puissance industrielle et financière importante et capable de se protéger. La guerre et la politique étrangère agressive sont alors la prérogative de la gauche.

La crise du Luxembourg montre parfaitement cette tendance. Le grand-duché était une ancienne terre d'empire mais sous souveraineté du roi de Hollande, et dont les habitants ne se sentaient nullement allemands. Un conflit avec les Français risquait de surgir à son sujet à cause, en particulier, de la présence de troupes prussiennes sur son territoire. Bismarck n'avait aucune intention d'annexer le Luxembourg qui ne s'insérait en rien dans son schéma d'union de l'Allemagne du Nord, et qui ne présentait aucun intérêt économique – son industrie lourde ne s'y était pas encore développée. En outre, le chancelier avait alors besoin de la paix à l'extérieur pour mener à bien son projet de construction nationale à l'intérieur. Prophétique, il déclara à l'époque : « J'éviterai cette guerre autant que je le pourrai ; car je sais qu'aussitôt commencée elle ne finira jamais. » Lorsqu'un compromis fut trouvé, accordant la souveraineté au grand-duché et

garantissant sa neutralité, ce sont les libéraux et les démocrates allemands qui s'y opposèrent. Le social-démocrate Bebel fut un de ceux qui protestèrent le plus fort.

Au risque de contredire l'image couramment présentée de Bismarck, rien ne prouve qu'il ait réellement souhaité la guerre avec la France, et après la victoire, il se montra opposé à l'annexion de Metz : « Je n'aime pas l'idée d'avoir dans notre maison tant de Français qui n'ont pas envie d'y être ²⁴. » De même, il a toujours été réticent à la perspective d'une union organique avec les catholiques d'Allemagne du Sud, et lorsque cette union se fera, elle lui créera d'importants problèmes. Il ne souhaitait pas étendre son pouvoir au sud du Main, qui représentait la limite entre l'Allemagne protestante et l'Allemagne catholique. Ses convictions politiques et religieuses s'y opposaient. Le luthérianisme était son principe le plus profond et il considérait les Allemands du Sud comme des gens corrompus par le catholicisme et par le libéralisme français. L'Allemagne qu'il voulait construire devait être exclusivement protestante sans intérêts dans la vallée du Danube ou dans le Proche-Orient. Il déclara en décembre 1870 que l'Allemagne n'avait aucun intérêt dans la question d'Orient qui « vaille la peau d'un mousquetaire poméranien » ²⁵. Lorsqu'il voulait définir l'Allemagne, c'est à la Poméranie, sur la Baltique, qu'il pensait, et non à la Bavière ni à l'Autriche. La question d'Orient, c'était l'affaire de l'Autriche et, surtout, de la Russie.

Bakounine prévoit cependant que les Allemands seront amenés à tenter de s'assurer des débouchés dans le Sud de l'Europe ; à terme, ils ne pourront pas accepter, dit-il, de livrer « à l'arbitraire de la Russie leurs rives sur le Danube et leur négoce avec les pays danubiens ». Or, Engels confirmera plusieurs fois la prévision de Bakounine. L'Allemagne, dit en effet ce dernier dans *Le Pansla-*

²⁴ A.J.P. Taylor, *Bismarck*, Hamish Hamilton, p. 133.

²⁵ A.J.P. Taylor, *op. cit.* p. 167.

visme démocratique, ne peut se laisser couper de la mer Adriatique : c'est pour elle une question vitale, « au même titre que, par exemple, la côte de la Baltique de Dantzig à Riga ». Par ailleurs, un État slave indépendant dans le Sud de l'Europe couperait l'Autriche de ses débouchés naturels en Méditerranée. En 1882, Engels fait encore remarquer à Kautsky qu'aucun État slave des Balkans ne devait être autorisé à se placer en travers du chemin ou sur la voie ferrée entre l'Allemagne et Constantinople. C'est donc sans exagération que Bakounine attribue aux socialistes et aux démocrates allemands des intentions expansionnistes. Le révolutionnaire russe se trompe cependant en pensant que Bismarck partage ces intentions. La politique du chancelier se situe en effet bien *en deçà des revendications manifestées par la plupart des libéraux et social-démocrates allemands...*

Kropotkine n'ignore pas la thèse développée par Bakounine selon laquelle l'Allemagne est le « centre de la réaction en Europe »²⁶. L'analyse que Bakounine avait développée constitue en quelque sorte le fondement théorique des raisons qui ont poussé Kropotkine à signer le « Manifeste des Seize ». Bakounine considérait que l'Allemagne bismarckienne constituait le prototype de l'État moderne qui avait développé, sous une façade représentative, des mécanismes extrêmement élaborés d'exploitation du prolétariat, un État ayant des ambitions expansionnistes, au sein duquel se trouvait un mouvement socialiste qui était le complice de la politique de l'État. Pour caricaturale que soit cette analyse, il y avait suffisamment de faits probants qui contribuaient à la confirmer.

Ce qui séparait les deux révolutionnaires russes, c'était que Bakounine avait préconisé la transformation de la guerre en guerre révolutionnaire, alors que Kropotkine soutint l'Entente en guerre contre l'Allemagne. Il est

²⁶ Bakounine, *L'Empire knouto-germanique*, Œuvres, Champ libre, VIII, p. 81.

vrai que le contexte était différent. Les tendances réactionnaires de l'État allemand, que Bakounine avait dénoncées en 1870, avaient pu s'accroître encore. En 1870 également, Bakounine avait craint que la défaite de la France ne conduise à une terrible régression – ce qui fut le cas : le mouvement ouvrier français paya très cher l'écrasement de la Commune et mit longtemps à s'en relever.

En 1870, Bakounine avait clairement pris le parti de la France, malgré les critiques impitoyables qu'il faisait de la classe politique française. La cause de la liberté et de l'humanité se trouvait du côté de la France, pensait-il. Il préconisa même une « intervention armée collective en faveur de la République française ». Si les ouvriers français restent passifs, dit-il, ils « ne trahiraient pas seulement leur propre liberté, ils trahiraient encore la cause du prolétariat du monde entier, la cause sacrée du socialisme révolutionnaire ²⁷. » Bakounine prêche donc une résistance à outrance contre l'occupation prussienne. « La France, écrit-il, en balayant de son territoire les armées du roi de Prusse, aura du même coup affranchi tous les peuples d'Europe et accompli l'émancipation sociale du prolétariat » ²⁸. A la même époque, il écrit à Palix :

« Je n'ai point l'honneur d'être Français, mais j'avoue que je suis profondément indigné contre toutes ces insultes et profondément désespéré du malheur de la France... Je déplore amèrement le malheur de cette sympathique et grande nature, de ce généreux caractère national, et de cette intelligence lumineuse de la France, qu'on dirait avoir été formés et développés par l'histoire pour qu'ils émancipent le monde. Je déplore le silence qui pourrait être imposé à cette grande voix de la France, qui annonçait, à tous ceux qui souffraient et étaient opprimés, la liberté, l'égalité, la fraternité, la justice. Il me semble que si ce grand soleil de la France s'éteignait, il y aurait éclipse partout, et que toutes

²⁷ *Lettre à un Français.*

²⁸ *Ibid.*

les lanternes plus ou moins bigarrées qu'allumeront les savants raisonneurs de l'Allemagne ne sauraient compenser cette grande et simple clarté que versait sur le monde l'esprit de la France.

« Enfin, je suis convaincu que la défaite et l'asservissement de la France et le triomphe de l'Allemagne assujettie aux Prussiens, feraient retomber toute l'Europe dans les ténèbres, dans la misère et dans l'esclavage des siècles passés. J'en suis tellement convaincu que je pense que c'est aujourd'hui un devoir sacré pour tout homme qui aime la liberté, et qui veut le triomphe de l'humanité sur la brutalité, de venir, quel que soit son pays, qu'il soit anglais, espagnol, italien, polonais, russe, – même allemand –, prendre part à cette lutte démocratique du peuple français contre l'invasion du despotisme germanique ²⁹. »

C'est *incontestablement* la même analyse que fait Kropotkine lorsqu'il choisit en 1916 de soutenir l'un des camps contre l'autre. Il y a cependant une différence. Il faut en effet faire la part des *positions de principe* que développe Bakounine au début de la guerre, telles que décrites ci-dessus, et ce qu'il préconise ensuite *concrètement*. En effet, il prit part à l'insurrection de Lyon, lors de laquelle il proposa entre autres mesures la création d'une milice révolutionnaire permanente, la mise sous séquestre de toutes les propriétés, publiques et privées, la révocation de tous les fonctionnaires. Il proposa en outre des mesures de réorganisation économique : les communes révolutionnaires devaient désigner des délégués, nommer des commissions pour réorganiser le travail, remettre entre les mains des associations ouvrières les capitaux dont elles avaient besoin. Lorsque le conseil municipal décida la baisse du salaire journalier des ouvriers des chantiers nationaux, Bakounine s'opposa à ce que les ouvriers viennent désarmés à la manifestation de protestation.

²⁹ « La situation politique en France » (Lettre à Palix), 29 septembre 1870-début octobre 1870.

Marx ne put s'empêcher de railler l'action de Bakounine, qui échoua. Les circonstances n'étaient évidemment pas mûres. Pourtant, un historien bolchevik, Iouri Steklov, déclara que l'intervention de Bakounine à Lyon fut « une tentative généreuse de réveiller l'énergie endormie du prolétariat français et de la diriger vers la lutte contre le système capitaliste et en même temps de repousser l'invasion étrangère ³⁰ ».

Steklov ajoute que le plan de Bakounine n'était pas si ridicule :

« Dans la pensée de Bakounine, il fallait profiter des ébranlements provoqués par la guerre, de l'incapacité de la bourgeoisie, des protestations patriotiques de la masse, de ses tendances sociales confuses, pour tenter une intervention décisive des ouvriers dans les grands centres, entraîner derrière elle la paysannerie et commencer ainsi la révolution sociale mondiale. Personne alors n'a proposé un plan meilleur ³¹. »

Les proches de Bakounine eux-mêmes pensaient que ce plan était prématuré, mais l'opinion du Russe était alors que « si, de cette guerre, ne sort pas directement la révolution sociale en France, le socialisme mourra pour longtemps dans toute l'Europe ³². » Alors que Marx déclare expressément que la victoire prussienne assurait l'hégémonie du socialisme allemand en Europe, Bakounine écrit que la défaite de la France signifie la défaite du socialisme : « Ne s'agit-il pas de la liberté de l'Europe qui, si la France succombait sous les baïonnettes prussiennes, aurait à supporter un esclavage de cinquante ans au moins ? » C'est, littéralement, l'analyse que fera Kro-

³⁰ Iouri Steklov, *M.A. Bakounine, sa vie et son activité*, 1927, t. IV, première partie, ch. III, 1, La tentative de Lyon. Cité par F. Rude, in *De la Guerre à la Commune*, éditions Anthropos, p. 20.

³¹ *Ibid.*

³² Lettre à Ogarev, 31 août 1870.

potkine quarante-six ans plus tard – dans un contexte différent, encore une fois.

Bakounine sait que la victoire prussienne aboutira à la création de l'Empire allemand, et il craint avant tout que si les ouvriers allemands sont conduits à servir « l'institution de l'État germanique », la solidarité qui devrait les « unir jusqu'à les confondre avec leurs frères, les travailleurs exploités du monde entier » ne soit sacrifiée à la « passion politique nationale ³³ ». Encore une fois, c'est là le point de vue de Kropotkine lorsqu'il signe le manifeste de 1916.

Partagés entre la « solidarité socialiste du travail » et le « patriotisme politique de l'État national », les ouvriers allemands risquent, dit Bakounine, d'être « unis à leurs compatriotes bourgeois contre les travailleurs d'un pays étranger » ³⁴. Pourtant, Bakounine rendit hommage aux dirigeants social-démocrates et aux travailleurs allemands qui ont pris, contre la guerre, des positions internationalistes qui tranchaient avec celles de Marx.

Lorsque Bakounine quitta Lyon, il écrivit à Palix une lettre désabusée qui exprime le fond de sa pensée :

« Je quitte Lyon le cœur plein de tristesse et de prévisions sombres. Je commence à penser maintenant que c'en est fait de la France... elle deviendra une vice-royauté de l'Allemagne. A la place de son socialisme vivant et réel, nous aurons le socialisme doctrinaire des Allemands qui ne diront plus que ce que les baïonnettes prussiennes leur permettront de dire. L'intelligence bureaucratique et militaire de la Prusse va assurer la tranquillité et l'ordre public, au moins pour cinquante ans, pour tout le continent de l'Europe ³⁵. »

³³ *Lettre à un Français*, août-septembre 1870. Cf. *Œuvres*, Champ libre, VII, p. 92.

³⁴ *Ibid.*

³⁵ *Lettre à Louis Palix*, 29 septembre 1870. Cité par F. Rude, *De la Guerre à la Commune*, éditions Anthropos, p. 19.

C'est exactement ce qui se passa et, à tort ou à raison, sans doute Kropotkine voulait-il éviter, après la guerre en cours, de renouveler les quarante années sombres qui suivirent la défaite de la Commune. Son erreur, à n'en pas douter, fut de penser que, faute d'insurrection populaire contre la guerre, le soutien à l'Entente était le moyen d'éviter une telle tragédie. Car c'est là que la différence de contexte entre la situation de Bakounine et celle de Kropotkine se trouve. Contrairement à 1870, la France ne s'effondra pas en 1914. Cet effondrement, s'il avait eu lieu, aurait peut-être provoqué une réaction patriotique semblable à celle de la Commune et aurait-elle abouti à une insurrection populaire suivie d'une révolution. La position de Kropotkine eût alors été totalement différente. L'explication de la signature d'un appel en faveur de la résistance contre l'Allemagne en 1916 tient précisément qu'à la veille de la bataille de la Marne, tout poussait à croire que les armées françaises étaient sur le point de lâcher.

4) Passif avec la social-démocratie allemande

Pour comprendre l'attitude de Kropotkine par rapport à la guerre il faut aussi comprendre le passif qui peut exister, à ses yeux et à ceux de beaucoup d'anarchistes français de l'époque, avec la social-démocrate allemande. La période de la Commune et celle qui l'a immédiatement suivie suffiraient pour remplir un dossier à charge. Les craintes qu'avait formulées Bakounine concernant le danger que pourrait constituer une victoire prussienne, s'accompagnant de l'hégémonie du socialisme allemand sur la scène internationale, se montrèrent en fait très *en dessous* de la vérité. Après la liquidation bureaucratique de l'AIT par Marx, l'Internationale survécut dans sa forme « antiautoritaire » jusqu'en 1878 puis disparut. Une partie des militants cependant n'entendait pas se couper du mouvement socialiste et continuèrent à assister aux congrès socialistes internationaux, puis à ceux de la II^e Internationale. C'est la social-démocratie allemande qui s'efforça, avec une surprenante persévérance, d'exclure les anarchistes de ces congrès.

Comme l'avait prédit Marx, la victoire militaire prussienne fut aussi une victoire de la social-démocrate allemande – les dirigeants socialistes allemands eux-mêmes ne manquèrent pas de le souligner³⁶. La littérature social-démocrate foisonne de déclarations d'auto-congratulation sur la supériorité du socialisme allemand, reprenant mot pour mot les propos de Marx et d'Engels. Gustav Jaechh, un socialiste allemand, écrit en 1904 que l'Allemagne est pour les socialistes de tous les pays un « modèle ». La social-démocratie allemande, dit-il, est « l'héritière de l'Internationale, comme les ouvriers allemands sont les héritiers de la philosophie classique allemande » – paraphrase

³⁶ Cf. Allan Mitchell, *The German Influence in France After 1870. The Formation of the French Republic*. Chapel Hill, The University of North Carolina Presse, 1979. Le livre part de l'idée que l'influence de l'Empire allemand pesa lourdement sur les débuts de la III^e République.

de Marx. L'héritage de la philosophie classique allemande transmis à la classe ouvrière – par on ne sait quel moyen – est une trouvaille de Marx et Engels. « L'esprit de la première Internationale a passé à la social-démocratie allemande », dit encore Gustav Jaeckh, ce qui est d'autant plus paradoxal que la social-démocratie allemande n'a jamais adhéré à l'AIT, puisque les lois allemandes l'interdisaient. Il est vrai que l'auteur parle de l'*esprit* de la première Internationale – transmis, on croit le comprendre, par Marx³⁷. Toujours selon Jaeckh, « le prolétariat allemand est le centre spirituel de la nouvelle Internationale »³⁸.

Un historien du socialisme, Georg Adler, écrivit en 1911 :

« Si, dans la première moitié du dix-neuvième siècle, c'est la France qui donnait l'impulsion au mouvement socialiste du monde entier, elle a dû dans la seconde moitié de ce siècle abandonner le rôle dirigeant à l'Allemagne. Le programme de la social-démocratie allemande servit de modèle pour tous les autres pays³⁹. »

Selon Adler, l'Allemagne est « le centre déterminant du mouvement socialiste du monde entier ».

Paul Lensch, un député social-démocrate, déclara en 1915 au Reichstag, le parlement allemand :

« L'Allemagne est la patrie et la capitale du socialisme scientifique : c'est ici qu'il a la presse la plus répandue, les organisations les plus fortes ; il règne ici sur un prolétariat qui n'est dépassé au point de vue des connaissances théo-

³⁷ Gustav Jaeckh, *Die Internationale : eine Denkschrift zur vierzigjährigen gründung der Internationalen Arbeiter-Assoziation*, Verlag der Leipziger Buchdruckerei Aktiengesellschaft, Leipzig, 1904, p. 213. Ce livre reprend sans aucun esprit critique tout l'argumentaire de Marx et Engels contre Bakounine.

³⁸ *Ibid.*, p. IV.

³⁹ Article « Sozialdemokratie » du Handwörterbuch der Staatswissenschaften, Iena, 1911, vol. VII.

riques, de la formation pratique, de l'éducation et de l'intelligence, par aucune classe ouvrière du monde. »

Lensch précise que la littérature socialiste de tous les pays « porte ineffaçablement la marque allemande de la théorie marxiste ». C'est pourquoi, affirme-t-il – nous sommes en 1915, précisons-le – une défaite allemande « serait la plus terrible catastrophe qui pût atteindre le socialisme international tout entier ». La suite du raisonnement est pour le moins curieuse : le prolétariat mondial perdrait sa « troupe d'élite », ce qui fait que l'émancipation sociale serait « paralysée ». En attendant, le prolétariat des zones occupées – la Belgique et un quart de la France – ne serait pas fâché de se débarrasser des troupes allemandes, d'élite ou pas. Mais pour Lensch, « l'intérêt du prolétariat international est du côté allemand » : « La victoire de l'Allemagne dans cette guerre mondiale signifierait la victoire du marxisme dans l'Internationale tout entière⁴⁰. »

Lensch, encore une fois, est dans la droite ligne des positions de Marx. Il ne vient pas à l'esprit du député social-démocrate qu'une victoire allemande ne pourrait que renforcer le pouvoir de l'État, qui se retournerait contre le mouvement ouvrier, y compris le mouvement ouvrier allemand. On a du mal à comprendre le système de logique qui pousse un socialiste à affirmer que la victoire militaire de son *État* conduirait à la victoire du *mouvement socialiste* de cet État. C'est là un aveuglement incroyable.

Pendant les quarante ans qui suivirent la défaite de la France en 1870, le poids de la social-démocratie allemande va être écrasant dans l'Internationale. Les socialistes français, impressionnés par les résultats électoraux de leurs camarades allemands, vont faire acte de soumis-

⁴⁰ Paul Lensch, *Die deutsche Sozialdemokratie und der Weltkrieg*, p. 8. Verlag Buchhandlung Vorwärts, Berlin, 1915. (La social-démocratie allemande et la guerre mondiale.)

sion. *L'Humanité* salue les social-démocrates allemands après les élections au Reichstag en 1912 et présente l'Allemagne comme l'« avant-garde du socialisme international »⁴¹. Marcel Sembat s'interroge dans *La Guerre sociale* : « Je commence à me demander si nous ne sommes pas au point de vue révolutionnaire des petits garçons à côté des “votards” socialistes d'Allemagne »⁴². » Il y a là une réelle fascination, accompagnée d'une totale absence d'examen critique du contenu des succès électoraux du socialisme allemand.

Les congrès socialistes internationaux sont dominés par les représentants de la social-démocratie dont le poids électoral, dont les effectifs et le poids idéologique est écrasant. August Bebel jouit d'un prestige qui confine au culte de la personnalité⁴³. Sa parole a force de loi. Son soixante-dixième anniversaire fut fêté à Paris en grande pompe. Rendant compte dans *L'Humanité* de ce que l'Internationale doit à August Bebel, Albert Thomas écrit que celle-ci « vénérera et fêtera d'autant plus fraternellement le *Führer*, le guide aimé »⁴⁴... Le lendemain, le journal rendra compte :

« Jaurès termine par quelques mots en langue allemande qui déchaînent un enthousiasme splendide pendant que Schreyer, le secrétaire du Leseclub, pousse avec l'assistance le “Hoch ! Hoch !” traditionnel allemand pour Bebel et Jaurès. La chorale “Arbeitersängerbund, qui avait commencé la

⁴¹ *L'Humanité*, 3 janvier 1912, p. 1, article d'Edmond Peluso.

⁴² *La Guerre sociale*, 17-23 janvier 1912.

⁴³ La personnalité de Bebel avait beaucoup impressionné l'anarcho-syndicaliste allemand Rudolf Rocker dans sa jeunesse. Il dira plus tard : « Par la suite, on a reproché à Bebel d'être un personnage double : marxiste révolutionnaire quand il participait à des assemblées populaires et à des congrès socialistes, et réformiste on ne peut plus modéré quand il siégeait dans les commissions parlementaires. Je pense, quant à moi, que cette dualité tenait à la nature même de la social-démocratie allemande. » [*Mémoires*, vol. 1.] Cité par Freddy Gomez dans le bulletin bibliographique *À Contretemps*.

⁴⁴ *L'Humanité*, 22 février 1910, p. 1.

réunion par un chœur, l'a clôturée par *l'Internationale* reprise par tous les assistants ⁴⁵. »

Paul Lensch fournit de précieuses indications sur l'état d'esprit de la social-démocrate entre les deux guerres – celles de 1870 et de 1914, car il s'exprime en langage totalement « décodé ».

« La paix conclue à Francfort en 1871 n'était pas une paix, mais une trêve : tout fut orienté vers la guerre future : technique, science, inventions, finance, politique ouvrière ⁴⁶. »

Pour le *social-démocrate* Lensch, la victoire allemande de 1871 n'est donc que le prélude à d'autres victoires ! Hugo Heinemann, un autre social-démocrate, affirme : « Tout le monde comprend aujourd'hui que le sentiment de solidarité inculqué par les syndicats allemands à leurs membres, leur organisation rigide, ont constitué une véritable école préparatoire pour la solution des tâches immenses proposées par notre administration militaire au peuple allemand ⁴⁷. » Heinemann était avocat, conférencier, chargé de cours à l'école du parti et de cours de formation syndicale. Il fut l'un des premiers social-démocrates à entrer au gouvernement. En novembre 1918 il devient procureur général adjoint de la Prusse. Un grand révolutionnaire, comme on le voit. Les syndicats allemands n'étaient pas de reste. Au moment de la déclaration de guerre, le *Korrespondenzblatt*, organe de la commission générale des syndicats allemands, publia un numéro spécial destiné aux syndiqués qui étaient mobilisés. On peut y lire ces lignes très peu internationalistes :

⁴⁵ *L'Humanité*, 23 février 1910, p. 4.

⁴⁶ P. Lensch, *op. cit.*, p. 56.

⁴⁷ Hugo Heinemann, *Die sozialistischen Errungenschaften der Kriegezeit* [Les réalisations du socialisme de guerre], Chemnitz, Landgraf & Co, 1915, p. 6.

« Ce n'est pas en vain que l'Allemagne est le pays des organisations les plus développées dans tous les domaines. Organisation, cela veut dire exaltation des forces sociales par la subordination des intérêts personnels aux intérêts communs et des volontés individuelles à la volonté collective. Un peuple bien organisé est toujours prêt à la guerre et en cas de besoin toujours plus fort qu'un peuple sans organisation. Les fortes organisations des ouvriers allemands sont elles aussi un facteur essentiel pour la défense du pays ⁴⁸. »

La conception de l'organisation ici exposée est intéressante en ce qu'elle révèle le fossé existant entre Allemands et Français. Le message à peine implicite de ce passage est que l'organisation sert à la guerre. La subordination des « volontés individuelles à la volonté collective » signifie la subordination de l'individu au groupe, non la participation de l'individu au groupe et aux décisions prises. Il n'est aucunement question de l'organisation en tant que coordination de l'activité du groupe en vue de réaliser un objectif commun.

La fascination des socialistes français pour l'organisation exemplaire de leurs camarades allemands trouve ici sa sanction. Les hommes dont on pouvait attendre qu'ils refusent les crédits de guerre au Reichstag ont reçu *mandat impératif* pour les voter, et ils les votèrent *par trois fois*. D'ailleurs, Marx ne disait-il pas dans une lettre à Schweitzer, le 13 octobre 1868, qu'en Allemagne « les ouvriers y sont dressés dès l'enfance par la bureaucratie à croire en l'autorité et l'instance supérieure » ? Il est vrai qu'il précise « qu'il faut avant tout qu'ils *apprennent à se tirer d'affaire tout seuls* ».

Le poids *idéologique* du marxisme constitue un des facteurs déterminants de l'hégémonie du socialisme allemand entre les deux guerres. Le marxisme est devenu une religion, et les textes fondateurs font l'objet d'une vénération qui occulte tout esprit critique. Le *Capital* est une

⁴⁸ Cité par Heinemann, *op. cit.* p. 6.

bible. Tout examen critique du dogme est exclu, considéré comme un acte sacrilège. C'est ce qu'exprime Georges Sorel :

« On peut remarquer, dans une très grande partie de la littérature marxiste, un effort constant pour reproduire des phrases du *Capital*, en sorte qu'on croirait quelquefois que ces auteurs sont plus familiers avec les livres des liturgistes qu'avec les méthodes scientifiques modernes.

« L'école marxiste se trouvait ainsi caractérisée par des fantaisies visiblement étrangères au système de Marx, et par un immobilisme tenant de la servilité ⁴⁹. »

La sclérose totale de la doctrine, dont Lénine montrera un exemple stupéfiant dans *matérialisme et empiriocriticisme* ⁵⁰, qui interdit de toucher à une virgule de l'œuvre des pères fondateurs, est déjà en place, comme en témoigne Paul Lafargue ;

« Il est hardi, même pour la mettre hors contestation, de toucher à l'œuvre de ces deux géants de la pensée, dont les socialistes des deux mondes n'auront, peut-être jusqu'à la transformation de la société capitaliste, qu'à vulgariser les théories économiques et historiques et qu'à les appliquer à de nouvelles études ⁵¹. »

Autrement dit, à partir de Marx et Engels, la science sociale et historique trouve son achèvement : ce qui reste à faire se limite à de la vulgarisation. Il est vrai que c'est après avoir lu un autre livre de Lafargue, *Le déterminisme économique de Karl Marx*, que Marx s'écria : « Si c'est cela le marxisme, moi Karl Marx, je ne suis pas mar-

⁴⁹ Georges Sorel, *La décomposition du marxisme*, PUF, 1982, p. 215.

⁵⁰ « On ne peut retrancher aucun principe fondamental, aucune partie essentielle de cette philosophie du marxisme coulée dans un seul bloc d'acier, sans s'écarter de la vérité objective, sans verser dans le mensonge bourgeois et réactionnaire. » (Lénine, *Matérialisme et empiriocriticisme*, éditions du Progrès, p. 461.)

⁵¹ Paul Lafargue « La fonction économique de la Bourse [contribution à la théorie de la valeur] », 1897. (<http://www.marxists.org>.)

xiste. »

5) L'internationalisme prolétarien : un schéma théorique

Le mouvement syndicaliste français, ainsi que le mouvement anarchiste avaient, bien avant la Première Guerre mondiale, envisagé le déclenchement d'une grève générale dans le cas où une guerre éclaterait entre la France et l'Allemagne. Depuis la guerre franco-prussienne de 1870-1871, tout le monde savait qu'une telle éventualité était possible. Il était entendu évidemment que cette grève générale devait être *simultanée* entre les deux pays.

L'opposition à la guerre découlait d'un principe, l'internationalisme prolétarien, fondé sur l'existence d'une classe ouvrière internationale dont les intérêts globaux étaient identifiés comme uniformes par une infime minorité de militants politiquement formés – pas tous des prolétaires, d'ailleurs – et dont cette minorité de militants constituait les porte-parole.

Le présupposé selon lequel « les prolétaires n'ont pas de patrie » n'était pas soumis à la moindre discussion. La classe ouvrière était considérée dans sa dimension mythique, comme classe en soi, comme classe homogène sans contradictions internes, et dont les intérêts généraux étaient uniformes et n'étaient pas remis en cause.

L'idée que les prolétaires n'aient pas de patrie ou, si on veut, n'aient pas de sentiment d'appartenance nationale, ne relève pas d'un fait objectif, constatable. Cette idée relève du « proclamatif » : on énonce les choses telles qu'on *voudrait* qu'elles soient.

Le sentiment d'appartenir à une ville, une région, un pays n'exclue aucunement l'éventualité d'avoir un sentiment d'appartenance à une communauté encore plus large – qu'il s'agisse d'une classe ou d'une nation. Dans le cas de la nation, l'individu y est en quelque sorte

plongé dès la naissance et subit un conditionnement sur une longue durée, tandis que l'appartenance à une classe internationale est un acquis tardif et conscient.

Il faut cependant une certaine dose de mauvaise foi pour nier qu'un ouvrier anglais, français, allemand se perçoit *naturellement* comme anglais, français ou allemand, sans que cela exclue un sentiment d'appartenance plus large. Mais plus le sentiment d'appartenance est large, plus il devient abstrait et relève d'une acquisition consciente et volontaire. Le sentiment d'appartenir à une communauté internationale de prolétaires est le résultat d'un travail sur soi, d'une élaboration collective délibérée. C'est un *choix politique* qui n'est pas le produit d'un conditionnement dès la naissance, c'est le résultat d'un combat *contre* ce conditionnement.

La participation des prolétaires français et allemands à la guerre tient simplement au fait que le conditionnement « naturel » dont ils étaient imprégnés depuis la naissance l'a largement emporté sur la propagande internationaliste, somme toute *très* récente : une cinquantaine d'années si on tient compte des résolutions de l'AIT, dont les idées générales n'avaient certainement pas pénétré bien profondément dans la classe ouvrière.

Contrairement au discours dominant, les prolétaires français et allemands ne sont pas partis la fleur au fusil : c'est un mythe qui a été construit de toutes pièces. S'il y a eu quelques démonstrations d'enthousiasme, c'est la résignation et l'inquiétude qui dominaient. Quant au retour de l'Alsace-Lorraine, dont les journaux et les manuels scolaires déploraient la perte, rares étaient ceux qui pensaient en France que cela valait le coup de faire une guerre pour cela.

Le fait que les appartenances auxquelles on se réfère, parce qu'on y a été conditionné, puissent être radicalement bouleversées par une intervention violente de l'« ex-

térieur », peut raisonnablement conduire à une réaction pour empêcher ce bouleversement. Il ne faut pas forcément interpréter cela comme du « nationalisme » mais comme une réaction naturelle contre des gens qui s'installent illégitimement là où ils n'ont rien à faire. A ce titre, la mobilisation d'une population locale contre les destructions et les modifications du cadre de vie traditionnel occasionnées par l'installation d'une ligne TGV, d'une centrale nucléaire, d'une décharge, d'un aéroport ou d'une autoroute relève d'une réaction qui n'est pas, *sur le fond*, différente de la mobilisation occasionnée par l'invasion d'une partie du territoire par les armées d'un État étranger. Il n'y a là qu'une question de degré.

Dans le cas de l'occupation par les troupes allemandes et de l'annexion d'un quart du territoire national riche en mines de charbon et en industries, suivie d'exactions insupportables dont les soldats – pour la plupart des prolétaires, d'ailleurs – se sont rendus coupables, comme ce fut le cas en 1914, il ne s'agit pas seulement de la capture par une puissance étrangère d'un patrimoine indispensable, ni de l'annexion d'une nombreuse population soumise à une occupation des plus cruelles, mais aussi de la domination d'un *modèle* politique, culturel, social, etc. que la population vaincue n'est pas disposée à accepter. C'est, *incontestablement* dans cette perspective que Kropotkine a pris la décision de soutenir l'entente en 1916 – et *pas en 1914* : parce que, en 1916, la victoire du modèle allemand semblait presque certaine et que personne alors n'était en mesure d'arrêter la guerre.

Certains anarchistes, dont Malatesta, diront qu'à tout prendre l'occupation par les troupes allemandes d'une partie de la France était préférable à la guerre parce qu'alors on peut continuer à faire de la propagande révolutionnaire, font une grave erreur historique, parce que cette occupation peut durer indéfiniment sans qu'aucune opposition soit possible. Malatesta, plus que tout autre,

devrait le savoir puisque les troupes romaines ont battu les Gaulois et se sont installées durablement dans le pays.

Le point commun entre les prises de positions des courants les plus radicaux du marxisme et celles des courants radicaux de l'anarchisme réside dans le raisonnement fondé sur la projection d'un désir dont la réalisation concrète se réduit à trois moments hypothétiques.

1. Avant : propagande contre la guerre, mise dos à dos des États qui menacent de déclencher la guerre.

2. Au déclenchement de la guerre : grève générale, insurrection *simultanées*.

3. Pendant la guerre : transformation de la guerre en révolution sociale.

Tel est le schéma *théorique*, qui a totalement échoué en France et en Allemagne. Lorsque les directions syndicales et politiques du mouvement ouvrier ont fait le constat (en France du moins) qu'il n'était pas possible d'empêcher la guerre, il n'a jamais été dit qu'il fallait alors déserteur, ce qui était la seule conséquence cohérente des affirmations qui constituent le fonds théorique de l'internationalisme. Appeler à déserteur implique des responsabilités : en particulier une organisation extrêmement efficace, la mise en place de structures d'accueil pour les déserteurs, de réseaux pour les exfiltrer, etc. Ces questions pratiques ne sont *jamais* abordées par les partisans farouches de l'internationalisme théorique.

Les positions de Kropotkine sur l'attitude qu'il adopterait en cas de guerre entre la France et l'Allemagne n'ont jamais été une surprise. On peut dire qu'il avait repris tout simplement l'analyse que Bakounine avait développée pendant la guerre franco-prussienne de 1870-1871, ce qu'il reconnaît d'ailleurs lui-même en plusieurs occasions.

On cite souvent les propos de Kropotkine affirmant que s'il avait eu l'âge et la force il aurait pris les armes en faveur de la France. Malheureusement on ne cite pas le propos en entier. Le 4 novembre 1905 parut dans *Les Temps Nouveaux* le texte d'une lettre que le révolutionnaire avait adressée au quotidien *Le Temps* afin de rectifier des paroles qui lui avaient été attribuées :

« J'ai soixante-deux ans, je ne fais pas de sentimentalisme à l'égard de la France, j'y ai été condamné à la prison, je suis encore sous le coup d'un décret d'expulsion... Eh bien, si la France était envahie par les Allemands, je regretterais une chose. C'est qu'avec mes soixante ans passés, je n'aurais probablement pas la force de prendre le fusil pour la défendre ⁵². »

Mais, précise Kropotkine, s'il prenait les armes, ce ne serait pas « comme soldat de la bourgeoisie, bien entendu, mais comme soldat de la Révolution, dans les légions franches des révolutionnaires, pareilles à celles des Garibaldiens et des francs-tireurs de 1871 ⁵³. »

Cette précision *fait toute la différence*. Lorsque la guerre éclate en 1914, lorsqu'il signe le « Manifeste des Seize » en 1916, *il n'a pas changé d'avis*. Il n'y a aucune indication montrant qu'il ait changé d'avis. Ce qui a changé, c'est le contexte.

« Faisons la Révolution et courons aux frontières », dit Kropotkine dans son article de 1905 ⁵⁴ ; mais il fait remarquer – c'est un point qui le tracassera en permanence – que si les travailleurs français agissaient en « avant-garde de la classe ouvrière du monde entier », on ne sait pas « jusqu'à quel point ils seront suivis par les travailleurs allemands ». On sent bien qu'il y a chez Kropot-

⁵² Kropotkine, « Antimilitarisme et révolution », *Les Temps Nouveaux*, 5 novembre 1905.

⁵³ *Ibid.*

⁵⁴ *Ibid.*

kine un sérieux doute... Toute action contre la guerre doit être une action bilatérale, sinon elle n'a pas de sens. C'est ce point précis qui oppose Kropotkine aux anarchistes « orthodoxes », qui sont contre la guerre par principe, même si cette opposition est unilatérale et conduit à l'occupation du pays vaincu.

La grève des conscrits n'est pas le bon moyen d'empêcher la guerre car elle se fait « au moment où la guerre est déclarée ». « La grève, c'est bon pour les nations restées neutres » : c'est ce qui s'est passé en Argentine dont la bourgeoisie souhaitait s'engager en faveur de l'Allemagne et s'est trouvée confrontée à une grève générale. En cas d'invasion par une armée d'occupation, la grève des conscrits ne sert à rien. Il faudra faire comme les sans-culottes de 1792, c'est-à-dire un soulèvement de masse : « C'est aussi ce que Bakounine et ses amis essayèrent de faire à Lyon et à Marseille en 1871 », précise Kropotkine.

« La seule digue efficace à opposer à une invasion allemande sera la guerre populaire, la Révolution. C'est ce qu'il faut prévoir et dire ouvertement dès aujourd'hui ⁵⁵. »

Il est donc exact de dire que Kropotkine avait envisagé depuis longtemps de soutenir la France en cas de guerre avec l'Allemagne, mais c'était un soutien dont la conclusion devait être une révolution sociale. C'est un fait qu'il souligne à plusieurs reprises.

La question reste donc de savoir dans quelles dispositions il était lorsqu'il a signé le « Manifeste des Seize ». Dans les procès de la justice bourgeoise, on essaie de connaître quelles étaient les motivations de l'accusé. Nous ne pouvons faire moins ici.

⁵⁵ « Les Anarchistes et la guerre », *Les Temps Nouveaux* 5 novembre 1905.

